

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 7135468070 Mulhouse Cedex 01
ud68.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Mulhouse, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOLLORE ENERGY

93 RUE DE LA CHARTE
68400 Riedisheim

Références : 0006700519_2026_01_27_BOLLOREENERGY_VIIC_SUIECH
Code AIOT : 0006700519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement BOLLORE ENERGY implanté 93 RUE DE LA CHARTE 68400 Riedisheim. L'inspection a été annoncée le 22/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOLLORE ENERGY
- 93 RUE DE LA CHARTE 68400 Riedisheim
- Code AIOT : 0006700519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site BOLLORE Riedisehim est un dépôt pétrolier dont les activités exclusives sont : la réception, le stockage et l'expédition de produits pétroliers (Gazole, Fioul domestique), bruts ou modifiés (additivés et/ou colorés) et produits dérivés tel que l'EMAG (esther méthylique d'acide gras) ou diesel HVO (Hydrotreated Vegetable Oil).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Pompes de transfert	AP de Mise en Demeure du 18/08/2023, article 2	Demande justificatif	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rétention cuve d'additif	AP de Mise en Demeure du 18/08/2023, article 3	Levée de mise en demeure
3	Événements sur réservoirs	AP de Mise en Demeure du 18/08/2023, article 4	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives nécessaires pour se conformer aux prescriptions des articles 3 et 4 de l'arrêté de mise en demeure du 18 Août 2026.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté précité font l'objet d'une demande de justificatif afin de pouvoir statuer sur le respect de la prescription.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pompes de transfert

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 18/08/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Pompes de transfert
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2013 susvisé : « (...) <i>Les pompes de transfert seront équipées d'une temporisation arrêtant le fonctionnement en cas de débit nul, à partir du 16 novembre 2015.</i>

(...)»
Constats : Cf. annexe confidentielle
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Rétention cuve d'additif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, rétention
Prescription contrôlée : : Dans un délai de 3 mois , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 76.2 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2013 susvisé : « (...) <i>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Pour ce dernier point, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. (...) une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, (...) • 50 % de la capacité des réservoirs associés. La capacité réelle d'une cuvette est celle qui est calculée suivant ses dimensions géométriques sans tenir compte de la présence des réservoirs implantés dans cette cuvette. (...)</i> (...)»
Constats : Lors de la visite d'inspection initiale du 03/05/2023, il a été relevé, un manquement concernant l'absence de dispositif de rétention sur l'aire dédiée au chargement et déchargement d'additifs, en non-conformité avec les exigences réglementaires en vigueur. La visite de suivi d'échéance du 27/01/2026 a permis de constater la régularisation du manquement précité. L'aire concernée est désormais équipée d'un système de rétention adapté, conçu pour contenir les éventuels déversements accidentels liés aux opérations de chargement et de déchargement. Les deux cuves d'additifs présente sur le site ont un volume respectif de 1,5 m ³ et 5 m ³ . L'exploitant estime les quantités maximales d' additifs présente sur site à 40 m ³ avec un camions citernes. Le dimensionnement des aires de rétention mis en place correspond à :

- 5,508 m³ aire de rétention sur zone de déchargement chargement vers les cuves d'additifs.
- 1,857 m³ pour les deux puits entre l'aire de rétention et le séparateur,
- 4,440 m³ pour le séparateur,
- 75,4 m³ pour la rétention sur la parking des camions,

Le volume de rétention total est donc de 87,232 m³.

L'exploitant indique que si un incident devait aboutir à ce que le volume maximal estimé de 40m³ se répandait sur la rétention sous les cuves d'additifs. Les quantités supplémentaires seraient retenues également dans la rétention du parking poids lourds qui est connecté au même réseau d'assainissement.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Événements sur réservoirs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/08/2023, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Evénements sur réservoirs

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 15-2 de l'arrêté Ministériel du 03 octobre 2010 susvisé :

«Les réservoirs à toit fixe et les réservoirs à écran flottant sont munis d'un dispositif de respiration limitant, en fonctionnement normal, les pressions ou dépressions aux valeurs prévues lors de la construction et reprises dans le dossier de suivi du réservoir prévu à l'article 28 du présent arrêté. Lorsque les zones de dangers graves pour la vie humaine, par effets directs ou indirects, liées à un phénomène dangereux de pressurisation de réservoir sortent des limites du site, l'exploitant met en place des événements dont la surface cumulée Se est a minima celle calculée selon la formule donnée en annexe 1. Les dispositions du présent article ne sont néanmoins pas applicables : - aux réservoirs d'un diamètre supérieur ou égal à 20 mètres ; - aux réservoirs dont les zones de dangers graves pour la vie humaine hors du site, par effets directs et indirects, générées par une pressurisation de bac : - ne comptent aucun lieu d'occupation humaine et ne sont pas susceptibles d'en faire l'objet soit parce que l'exploitant s'en est assuré la maîtrise foncière, soit parce que le préfet a pris des dispositions en vue de prévenir la construction de nouveaux bâtiments, et ; - ne comptent aucune voie de circulation ou seulement des voies de circulation pour lesquelles les dispositions des plans d'urgence prévoient une interdiction de circuler. »

Constats :

Cf. annexe confidentielle

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure